

Un article de Libération.fr du 30 septembre :

### Les jeunes contre la réforme des retraites. (01.10)

Créé en mai dernier, le collectif «la retraite: une affaire de jeunes», regroupant une vingtaine d'organisations (Unef, UNL, MJS (jeunes socialistes), JC (jeunes communistes), Sud étudiants...) a appelé aujourd'hui à amplifier le mouvement contre le projet du gouvernement.

A l'avant veille de la sixième manifestation contre la réforme, organisée samedi, les organisations de jeunesse souhaitent multiplier les assemblées générales dans les universités et les lycées, afin «de permettre aux jeunes de prendre part à cette bataille», explique Jean-Arnaud Munch, de l'Unef.

Un meeting doit se tenir vendredi soir à la bourse du Travail, à Paris, en présence, notamment, d'Annick Coupé (Solidaires) et de Bernadette Groison (FSU).

Reste que pour l'heure, les assemblées générales qui se sont tenues depuis la rentrée n'ont pas déplacé les foules, ne rassemblant qu'entre 50 et 200 étudiants suivant les sites. «*Les étudiants ne sont pas encore tous rentrés*», avance l'Unef, qui s'attend à une plus grande participation aux réunions à partir du 4 octobre.

Les universités les plus turbulentes, comme Paris 1, ou encore Paris 12 (Nanterre), ne feront en effet leur rentrée qu'à partir de la semaine prochaine. La présence plus importante des jeunes lors de la journée d'action du 23 septembre par rapport à celle du 7 rend néanmoins optimistes les militants. «*Il y a un ras le bol général dans la jeunesse, qui dépasse la seule question des retraites, avance la responsable du mouvement des jeunes socialistes (MJS), Laurianne Deniaud. On veut déjà pouvoir commencer à travailler à 25 ans avant de devoir bosser jusqu'à 67 ans*».

Et de dénoncer le «gel» d'un million d'emplois avec le recul de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, du fait de la prolongation de la durée d'activité des seniors, qui ne pourront pas libérer ces postes de travail pour les nouveaux entrants sur le marché du travail.

A noter, enfin, que selon notre sondage Viavoice, réalisé par téléphone les 16 et 17 septembre auprès 1002 personnes, près de 70% des 18-34 ans se disent opposés au report de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, et 80% des 18-24 ans se placent «du côté des grévistes et des manifestants», contre 13% «du côté de Nicolas Sarkozy et son gouvernement».

Un article du Monde.fr du 1er octobre :

### **Retraites : " Cette fois-ci, je vais manifester" (03.10)**

Des internautes du Monde.fr qui manifestent pour la première fois contre la réforme des retraites, samedi 2 octobre, expliquent les raisons de leur mobilisation.

Aujourd'hui j'irais manifester. J'ai 26 ans, et j'ai un emploi. Je me sens concerné par cette réforme des retraites. Non pas parce que je pense à ma retraite, pour ça j'ai encore le temps, mais plutôt parce que cette réforme sonne comme le début de la fin, symbolise l'orientation générale de notre pays aujourd'hui.

Une politique et un pays de plus en plus individualiste qui oublie petit à petit la richesse que peut nous apporter la solidarité. Je n'ai pas fait grève précédemment car j'ai un boulot où, si je fait grève un jour, je me retrouve avec le double de boulot le lendemain. Je gère mes "dossiers" de manière autonome et un jour de grève serait totalement bénéfique pour mon employeur, pure perte pour moi...

Je vais manifester le 2 octobre car je ne souhaite pas faire partie de la majorité silencieuse, celle que le gouvernement considère comme soutenant sa politique. Non messieurs les dirigeants, ne vous servez pas de moi, aujourd'hui je vais montrer ce que je pense réellement. La solidarité n'est pas un vain mot. Il est faux de dire que le rallongement de la durée du temps de travail est la seule solution. Non allons le montrer le 2 octobre.

### **Pourquoi manifester par Jean M.**

Je ne suis pas un manifestant convaincu : je ne comprends pas pourquoi il est nécessaire de descendre dans la rue pour que le peuple s'exprime. Il y a pourtant des élections. J'ai manifesté quand j'étais étudiant, mais depuis je n'ai manifesté que contre le CPE en 2006.

Je n'ai pas manifesté pour les retraites, mais samedi j'y vais car je n'accepte pas deux choses. D'abord, que cette réforme ne reste qu'au niveau comptable et n'exploite pas les pistes d'évolution du marché du travail (intégration des jeunes et non exclusion des séniors) sans évolution de ce côté cette réforme sera vaine voire dangereuse. Mais aussi l'injustice, le manque de respect de l'homme dans cette loi encore une fois m'est insupportable. Je ne comprends pas comment des responsables politiques peuvent dire que 2 millions de Français dans les rues ce n'est rien.

### **"Je n'ai pas défilé depuis 2003" par Valérie B.**

Aujourd'hui je ne travaille pas. Je sais qu'il se passe quelque chose d'important, mais que les médias ne retranscrivent pas vraiment tout ce qu'on peut voir ou apprendre en défilant. Avec l'attitude du gouvernement, je ne croyais pas vraiment à la réussite d'un mouvement populaire. Mais j'ai l'impression que la colère monte aussi chez ceux qui ne bougent pas d'habitude.

Je ne suis pas d'accord avec ce projet qui ne nous parle pas de partage des richesses. Même s'il ne s'agit que de ma petite personne, ça fera une de plus et finalement c'est dommage que tout ceux qui sont contre n'agissent pas. Je n'ai pas défilé depuis 2003, mais aujourd'hui j'y serai.

### **Un projet injuste, par NM**

Je suis salarié d'une petite structure, sans mot d'ordre de grève dans mon entreprise lors des précédentes. J'irai manifester avec enthousiasme samedi. Le mépris affiché par nos gouvernants ces derniers jours ne fait que renforcer ma détermination à mon montrer mon désaccord avec les projets injustes du clan au pouvoir.

### **J'attendais une manif le samedi depuis longtemps, par Laurent V.**

Commerçant, je n'ai pu participer aux précédentes manifestations organisées en semaine. J'espérais cette mobilisation en week-end depuis longtemps et je serai présent dans le défilé organisé à Rennes. Les

commerçants et indépendants sont tout aussi concernés par cette réforme inique que les salariés et je les invite à rejoindre les cortèges en masse, même sous la pluie !

### **Une colère généralisée, par Antoine J**

Comédien, (intermittent du spectacle pour Pôle emploi) en recherche de contrats, je n'ai pu manifester le 7 et le 23, mais je me fais un honneur d'y aller samedi, à Manosque. Pour moi, il s'agit d'un ras-le-bol généralisé de tout le démontage systématique des avancées sociales, alors que les plus riches s'enrichissent encore plus, et que l'atmosphère ambiante nous ramène tranquillement vers une forme d'obscurantisme ; Je souligne au passage que, contre la volonté arbitraire du gouvernement de destituer de la nationalité française certains délinquants d'origine étrangère (mon dieu, de quelle origine sommes nous tous ?) je propose la suppression des droits civiques des délinquants financiers, ceux qui fuient le fisc et préfèrent les paradis fiscaux suisses, luxembourgeois ou autres.

### **Une réforme bâclée par Bernard C.**

C'est compliqué pour moi de manifester quand je travaille. Donc je vais me joindre aux manifestants ce samedi, pour exprimer mon opposition à une réforme bâclée, sans consensus, menée par un ministre qui aurait du démissionner, dans un gouvernement arrogant envers les français, un président corrompu qui n'est le président que de quelques français très riches.

Au-delà des retraites, les réformes fiscales qui s'annoncent seront très dures pour les classes moyennes et les pauvres qui verront leur pouvoir d'achat diminuer, sauf pour ceux qui ont une "situation", c'est-à-dire un contrat CDI dans des entreprises qui ne sont pas touchées par la crise car dans un secteur d'activité subventionné.

### **"Cette fois-ci, je vais manifester", par Gilles L.**

Cadre de 49 ans, j'ai toujours travaillé et cette fois-ci j'irai manifester, car cette manifestation a lieu un week-end. La réforme est injuste, car à mon avis il ne faudrait que compter les annuités et non les fameux 62 ans, pour partir.

### **J'ai de plus décidé de me syndiquer, par Pierre G.**

J'ai fait grève lors des deux dernières journées d'action mais je regrette de ne pas être aller manifester, ayant un enfant en bas âge j'ai préféré rester à la maison. Devant le manque de mobilisation et le manque de réaction du gouvernement nous avons choisi, avec ma compagne, d'aller manifester demain, en espérant que cette journée rassemble le plus de monde.

J'ai de plus décidé de me syndiquer et rendu mon bulletin d'adhésion cette semaine, en cette période de crise sociale il me semble important de choisir de s'investir dans la défense de nos droits.

### **Pour le première fois de ma vie, par Gérard**

J'ai 55 ans, j'ai commencer à travailler à 18 ans. A 62 ans j'aurai 44 années de cotisations. J'irai manifester demain pour la première fois de ma vie contre la politique de l'emploi du gouvernement qui nous contraint de travailler plus longtemps alors que nos enfants n'ont pas de travail.

### **Je suis usé physiquement et psychologiquement, par Claude C.**

Je n'ai pu participer aux précédentes manifestations pour des raisons de santé. Mais samedi, j'irai manifester et la majeure partie de ma famille, ira également. J'ai 55 ans, je suis cuisinier, je suis usé physiquement et psychologiquement ! Dans les métiers de bouche surtout la restauration, on fait en moyenne 70 heures ou 80 heures par semaine, voire plus ! La moitié de ces heures ne sont pas payées, souvent on n'a qu'un jour par semaine de repos. Pour la première fois de ma vie, je serai aux côtés des manifestants dans la rue.

**"Je ne peux pas me permettre de manifester en semaine", par Benkhadda M.**

Je trouve la réforme en cours injuste, et sûrement inefficace car en 2018 on aura un déficit plus grand encore, on n'attaque jamais les racines du mal correctement. Alors, je participe à la manifestation samedi, car je ne peux pas me permettre de le faire la semaine, travailleur précaire dans une entreprise sous-traitante. Je manifeste car je suis convaincu que la lutte paie et je fais mon devoir aussi aux élections, je ne voterais jamais pour quiconque a validé cette réforme en l'état actuel.

**Une mobilisation plus globale par Béatrice R.**

Je suis salariée du secteur privé et il est évident qu'un appel à se mobiliser le week-end facilite la participation. Je défilerais aujourd'hui, non pas contre une réforme des retraites qui est incontournable, mais plus globalement contre la totalité de leurs réformes injustes socialement, leurs manipulations qui mènent à la décohésion et à la violence, leur mode de gouvernance (clientélisme écœurant) qui décrédibilisent la France partout dans le monde. C'est un gâchis politique, social et humain. Je crois encore en la valeur de l'exemple, en la liberté, l'égalité et la fraternité.

**Contre l'impunité gouvernementale par Leslie A.**

Étudiante, je n'ai pas encore manifesté car la date des manifestations était incompatible avec mon emploi du temps. Au vu du nombre de participants, je croyais tout de même que la popularité des manifestations allaient conduire le gouvernement à faire des concessions, ou tout du moins à poursuivre le débat. Je constate avec effroi qu'il n'en est rien, et que le gouvernement fait passer son projet de réforme de manière quasi autoritaire. Je ne peux supporter cela. Je manifesterai aujourd'hui contre la réforme des retraites mais surtout pour manifester mon désaccord face à l'attitude d'un gouvernement despotique qui s'éloigne progressivement de l'idée que je me fais de la démocratie.

**Commentaire.**

On ne va pas dire que c'est la totalité des couches exploités qui se mobilisent, mais ces témoignages montrent clairement qu'il est possible de recruter dans toutes ces couches ou classes. Il faut encourager ces cadres, commerçants, intellectuels, artistes, employés, ouvriers à s'exprimer, il faut leur proposer un cadre où ils pourront participer activement à la lutte des classes au lieu d'en demeurer des spectateurs et des victimes puisque nous essayons plus de défaites que de victoires et que rien n'est jamais acquis définitivement en régime capitaliste.

C'est bien pour cette raison qu'il faut leur exposer en quoi consiste notre programme socialiste qui part des revendications sociales de la classe ouvrière que partagent également les couches moyennes et une bonne partie de la petite-bourgeoisie, pour en arriver à la nécessité d'organiser la société et les rapports de production d'une autre manière et que c'est possible à partir du moment que l'on ne part plus des besoins des capitalistes, ce qui signifie que notre objectif est de les aider à rompre avec le capitalisme, le reste après n'est plus qu'une formalité, car cet objectif acquis on ne recule plus devant les moyens à mettre en œuvre sur le plan politique pour y parvenir, y compris la révolution. Ainsi on recrute et forme des combattants révolutionnaires au parti qu'il nous faut construire pour vaincre, car c'est notre seul objectif.

Un article de Slate.fr du 3 octobre :

### **Le salarié, voilà l'ennemi. (04.10)**

Il fut un temps où les chefs d'entreprise se flattaient d'employer des salariés par centaines ou par milliers et de contribuer ainsi à la vie d'une ville ou d'une région. Cette attitude se rencontre encore chez certains dirigeants de PME en province. Mais, d'une façon générale, en France comme dans les autres pays industrialisés, le seul chiffre qui compte vraiment aujourd'hui, c'est le résultat net. Du coup, le salarié est vu autrement. Traditionnellement, on le considérait sous deux angles: sa valeur ajoutée pour l'entreprise et son coût. Du point de vue comptable, les deux valeurs sont identiques, mais l'une peut être affectée d'un signe «plus», l'autre d'un signe «moins». C'est ce deuxième aspect qui est surtout pris en compte aujourd'hui: le salarié peut accessoirement apporter quelque chose à l'entreprise, mais il est d'abord vu comme un coût. Et ce que l'on demande à un dirigeant d'entreprise, c'est d'abord de réduire les coûts.

Les économistes sourient

Pour les économistes, c'est le signe d'un grand progrès: la vigueur de la concurrence impose aux entreprises une plus grande rigueur de gestion, elle les conduit à ne faire aucun gaspillage en capital, financier ou humain, et à rechercher en permanence les conditions d'une compétitivité sans cesse renforcée. Dans un monde pratiquement sans frontières, cette attitude a toutefois une conséquence: le chef d'entreprise avisé a la possibilité –ses actionnaires estiment même qu'il a le devoir– d'implanter ses sites de production là où la main d'œuvre coûte le moins cher à qualité sensiblement égale.

Cette rationalité économique a évidemment des conséquences sociales néfastes dans les pays anciennement industrialisés. C'est elle qui a directement conduit à la crise financière que nous venons de vivre. Les entreprises américaines ont massivement délocalisé leurs activités vers l'Asie. Mais, tandis que leurs résultats financiers s'envolaient, la pression exercée par la concurrence asiatique (y compris celle des produits fabriqués en Asie pour des firmes américaines) a fortement pesé sur les salaires versés aux Etats-Unis, avec des gains de pouvoir d'achat quasiment nuls en dix ans. Or la consommation explique traditionnellement à elle seule plus des deux tiers de la croissance américaine.

Comment maintenir la croissance avec des revenus réels stagnants? Les dirigeants américains ont cru trouver la réponse dans un nouveau développement du crédit. Ainsi se sont développés les crédits dits «subprimes», offerts à des gens qui n'avaient pas en fait la capacité de rembourser. C'était jouable si les prix de l'immobilier n'arrêtaient pas de monter: à défaut de pouvoir payer leurs mensualités, les ménages endettés n'auraient qu'à vendre leur maison, ils en tireraient de quoi rembourser leur dette, et avec une plus-value! Mais ce n'est pas ainsi que l'histoire s'est terminée: quand la Réserve fédérale a relevé ses taux directeurs, l'immobilier a chuté, avec les conséquences que l'on connaît.

... les chômeurs, moins

Aujourd'hui, la conjoncture américaine suscite bien des interrogations: non seulement la croissance a plutôt tendance à ralentir, mais la reprise s'est effectuée sans beaucoup de créations d'emplois. Outre-Atlantique, on commence même à parler d'un mal que l'on croyait réservé à la vieille Europe: celui du chômage de longue durée. Même si l'on doit relativiser les inquiétudes –après chaque récession américaine, on parle de reprise sans emploi–, la question est posée. Et, en Europe aussi, les chiffres du chômage restent élevés, même si l'évolution enregistrée en France et surtout en Allemagne est plutôt plus favorable qu'on ne l'espérait.

Les mouvements de grève observés dans beaucoup de pays d'Asie et la nouvelle priorité accordée par la Chine à la croissance de la demande intérieure suscitent quelques espoirs en Europe. Si les salaires augmentent en Chine et si le yuan est progressivement réévalué, cela peut abaisser le niveau de la compétitivité chinoise et réduire la pression sur les salaires et l'emploi dans les pays occidentaux. Il a déjà été dit que ces espoirs étaient vains. Mais les économistes sont en train de découvrir, avec du retard, que la démographie chinoise est en train de basculer. La partie la plus jeune de la population active (15-24 ans) est chaque année moins nombreuse depuis 2008 et, à partir de 2015, c'est l'ensemble de la population active chinoise qui va commencer à reculer (on peut se reporter à ce sujet aux travaux de Michel Aglietta pour le CEPII). Le mythe du réservoir inépuisable de main-d'œuvre est en train de s'écrouler.

Pourtant cela ne change rien au constat: même avec un doublement du salaire minimum en Chine d'ici à 2015, comme cela est envisagé, et une revalorisation progressive du yuan, les écarts de salaires avec les pays industrialisés sont trop importants pour être comblés en quelques années. Un coût plus élevé de la main d'œuvre chinoise risque fort d'entraîner une hausse du prix des produits importés dans nos pays –et une baisse du pouvoir d'achat– sans pour autant y créer d'emplois.

Les effets secondaires nés du basculement du monde et de la montée en puissance de pays émergents ne sont pas près de se dissiper. Le nouveau modèle économique des anciens pays industrialisés reste à mettre au point, quelque part entre celui des Etats-Unis, fondé sur la consommation, et celui de l'Allemagne, qui repose plus que jamais sur l'exportation. Pour l'emploi salarié, la partie n'est pas gagnée.

### **Commentaire.**

Voilà une excellente et brève analyse où tout y est ou presque, où les choses sont dites sans tourner autour du pot, on aurait préféré qu'elle paraisse dans un journal ouvrier ! Pour la compléter, se reporter aux articles mis en ligne par l'auteur du site ou aux causeries depuis août 2008.

En réalité, il nous faut sans cesse l'actualiser. Par exemple, le Brésil a développé récemment une couche moyenne (ils disent classe) de 30 millions de nouveaux consommateurs qui palient en partie la stagnation ou la régression du niveau de vie des couches moyennens dans d'autres pays comme la France, du coup ce n'est pas bien grave pour les capitalistes que cette couche moyenne et la petite-bourgeoisie se sentent frustrées, à ceci près qu'ils n'ont pas pensé à l'aspect politique de la question, car il n'y aurait rien de plus dangereux pour les différents régimes en place en Europe notamment, qu'elles s'allient au prolétariat. (A suivre)

Un article du Monde.fr du 6 octobre :

### Les grèves reconductibles secteur par secteur. (07.10)

Alors que le débat parlementaire sur la réforme des retraites se poursuit au Sénat, les initiatives en faveur de grèves reconductibles ont fleuri ces derniers jours, face à la détermination du gouvernement de reculer l'âge de départ en retraite.

Le point, secteur par secteur, avant la nouvelle journée de mobilisation nationale du mardi 12 octobre.

**SNCF.** Réunis mercredi après-midi, les quatre principaux syndicats de la SNCF (CGT, UNSA, SUD-Rail, Fgaac-CFDT) ont annoncé le dépôt d'un préavis de grève reconductible à partir du 12 octobre pour la défense des retraites. Trois syndicats – FO, CFTC, CFE-CGC – avaient déjà annoncé le dépôt d'un préavis de grève reconductible.

**RATP.** Lundi, le syndicat CGT de la RATP, le premier de l'entreprise publique, a déposé un préavis de grève illimitée. *"Ce préavis couvre l'ensemble des services et des catégories professionnelles de la RATP à compter du lundi 11 octobre, 22 h 30, et ce pour une durée illimitée"*, indique un communiqué de la CGT de la régie.

FO et SUD prônent la même chose. La CFDT a déposé mercredi un préavis de grève reconductible à partir du 12 octobre. *"La reconduction du mouvement dépendra de l'importance de la mobilisation et de la réponse du gouvernement"*, précise la CFDT-RATP. Un dirigeant national de la CGT relativise toutefois : la grève avait été assez peu suivie à la RATP le 23 septembre (16 % de grévistes selon la direction).

Dans les autres réseaux de transports urbains, la CGT appelle à prolonger le mouvement jusqu'au 30 octobre.

**Secteur pétrolier.** La Fédération nationale des industries chimiques CGT (FNIC-CGT) a annoncé mercredi qu'elle appelait à la grève reconductible à partir de mardi. *"Nous soutenons les grèves reconductibles sous toutes leurs formes. Cela peut être des appels à deux, trois, huit heures de grève par jour"*, a indiqué Jean-Michel Petit, secrétaire général de la FNIC-CGT.

La CGT de Total appelle également à une grève reconductible, par périodes de vingt-quatre heures. *"Nous empêcherons toute sortie de produits pétroliers en fermant les vannes. L'arrêt des installations viendra au cours du processus de grève"*, a-t-il annoncé. Son syndicat est le premier dans la branche du raffinage.

**Ports et docks.** A son tour, la fédération CGT de la mer a appelé mardi à *"des mouvements de grève reconductible à compter du 12 octobre"* sur le thème de la pénibilité, qui touche aux retraites ainsi qu'à la nouvelle convention collective prévue par la réforme portuaire. Les terminaux pétroliers de Fos-sur-Mer et Lavera (Bouches-du-Rhône) étaient toujours bloqués mercredi matin, au dixième jour d'un mouvement de grève de leurs agents.

**Routiers.** Le mouvement reconductible pourrait également concerner les routiers. *"Les salariés du transport routier marchandises sont aussi prêts à se mobiliser à partir du 12 octobre"* note la CGT des transports dans un communiqué.

**France Télévisions.** Les syndicats CGT, FO et CFTC de France Télévisions ont déposé mercredi un préavis de grève reconductible à compter du 12 octobre. La précédente grève au sein du groupe audiovisuel, le 23 septembre dans le cadre de la journée nationale, était également reconductible. La grève doit démarrer à minuit. La CGT, FO et la CFTC exigent le *"retrait"* du *"mauvais texte"* sur la réforme des retraites. Les syndicats demandent également à la direction de France Télévisions *"le comblement des 900 emplois qui seront laissés vacants par le plan de départs volontaires en retraite"*, annoncé en 2009.

**Gaz-électricité.** La CGT-Energie a annoncé mercredi après-midi le dépôt d'un préavis de grève illimitée dans les 140 entreprises des secteurs du gaz et de l'électricité (dont EDF et GDF-Suez) pour *"permettre aux salariés d'élargir et d'amplifier le rapport de forces suite à l'action unitaire du 12 octobre"*, peut-on lire dans

un communiqué. *"C'est une réponse responsable, organisée et déterminée à la fin de non-recevoir du gouvernement"*.

Un article du Point.fr et Lepost.fr du 12 octobre :

### Compte-rendu de la journée de mobilisation du 12. (13.10)

Les manifestations organisées mardi, en France, contre la réforme des retraites, pour la quatrième fois depuis la rentrée, ont rassemblé "près de 3,5 millions de personnes, soit une hausse de 20 % par rapport aux journées précédentes", a annoncé la CFDT. Un chiffre similaire à celui avancé par la CGT, qui considère que la mobilisation a atteint un niveau "exceptionnel". La participation annoncée par les syndicats reste toutefois nettement supérieure à celle enregistrée par les services de police. À la mi-journée, le ministère de l'Intérieur estimait à 500.000 le nombre de manifestants. Selon les chiffres définitifs du ministère, la journée de mobilisation aurait rassemblé 1.230.000 personnes dans toute la France, un chiffre record depuis le début du mouvement. Le 2 octobre, la police a compté 997.000 manifestants et les syndicats, un peu moins de 3 millions. Voici le point sur les manifestations en France.

#### Paris

Entre 89.000 personnes (chiffre définitif donné par la préfecture de police) et 330.000 personnes (selon l'intersyndicale citée par la CFDT) ont manifesté contre la réforme des retraites mardi, à Paris. Un chiffre en hausse puisque les syndicats avaient compté 300.000 manifestants le 23 septembre dernier et la préfecture de police, 65.000. La manifestation parisienne est partie à 13 h 30 de Montparnasse, sur la rive gauche de la Seine, pour arriver à Bastille en fin d'après-midi en passant par la rue de Rennes et le boulevard Saint-Germain. Une autre partie de la manifestation devait rejoindre Bastille par le sud et le boulevard Montparnasse. La préfecture de police a prévu une dispersion place de la Bastille aux alentours de 20 heures.

#### Marseille

À la mi-journée, la manifestation à Marseille a réuni 230.000 personnes selon les syndicats, 24.500 selon la police. Un chiffre en hausse par rapport aux précédentes journées d'action. La manifestation du 23 septembre avait réuni 220.000 personnes selon les organisateurs. Les 220 agents grévistes du port de Marseille, qui refusent la réforme portuaire, ont symboliquement ouvert le cortège des manifestants aux côtés des salariés des quatre raffineries du pourtour de l'étang de Berre.

#### Lyon

Entre 18.500, selon la préfecture, et 45.000 personnes, selon les syndicats, se sont mobilisées mardi à Lyon contre la réforme des retraites. Des chiffres en hausse par rapport à la mobilisation du 23 septembre, où la police comptait 18.000 participants tandis que les syndicats en dénombraient 36.000. Le défilé lyonnais comptait de très nombreux lycéens, qui doivent se retrouver jeudi en assemblées générales pour décider de la suite à donner à leur mouvement.

**Grenoble** Entre 14.000 et 72.000 personnes, des chiffres en hausse selon les syndicats par rapport au 23 septembre (entre 19.200 et 70.000).

#### Lille

Entre 12.500 - selon la police - et 30.000 - selon les syndicats - personnes ont manifesté à Lille contre la réforme des retraites. Une participation en hausse puisque, lors de la journée d'action du 23 septembre, la police recensait 12.000 manifestants, contre 27.000 pour les syndicats.

#### Toulouse

Près de 145.000 personnes selon les organisateurs, 30.000 selon la police, ont défilé mardi, à la mi-journée, dans les rues de Toulouse. Cette participation constitue un record puisque les organisateurs avaient annoncé des chiffres de participation de 110.000 à 125.000 personnes pour les précédentes manifestations nationales (de 25.000 à 32.000 pour la police). "On ne peut que se féliciter de cette mobilisation historique, a

déclaré *Joseph Belanca, délégué régional FO en Midi-Pyrénées. Il faut maintenant prévoir la suite et l'organiser puisque le gouvernement s'obstine dans son erreur.*"

### **Nantes**

La manifestation contre la réforme des retraites à Nantes a réuni plus de participants que le 23 septembre avec entre 39.000 (préfecture) et 95.000 manifestants (syndicats), dont près d'un millier de jeunes selon la police. *"Cette mobilisation plus forte s'explique par la présence des jeunes, analyse Marie-Claude Robin, secrétaire de la CGT en Loire-Atlantique. À Nantes, ils formaient un cortège de 1.800 personnes, soit trois fois plus que la dernière mobilisation du 2 octobre."*

### **Montpellier**

À Montpellier, la manifestation a rassemblé entre 12.000 (préfecture) et 70.000 personnes (syndicats), contre une fourchette de 18.000 à 60.000 lors de la journée de mobilisation du 23 septembre. La CGT se félicite que la mobilisation "ne cesse d'enfler".

**Strasbourg** À Strasbourg, la journée d'action a rassemblé 8.000 personnes selon la police, 25.000 selon les syndicats. Deux chiffres en hausse par rapport à la journée d'action du 23 septembre, où la police avait recensé 7.700 manifestants et les syndicats, 22.000.

### **Bordeaux**

Entre 35.000 personnes, selon la police, et 130.000, selon les syndicats, ont manifesté à Bordeaux. La mobilisation s'est maintenue à un niveau élevé dans la métropole régionale après les 31.500 à 130.000 personnes constatées le 2 octobre, et les 37.000 à 120.000 manifestants du 23 septembre.

### **Rennes**

La CGT a annoncé mardi la participation de 60.000 personnes contre 48.000 en septembre et 44.000 le 2 octobre. La préfecture a avancé le chiffre de 22.000.

### **Valenciennes**

Mardi midi, il y avait près de 7000 manifestants.

### **Carcassonne**

Entre 5 000 et 11 000 manifestants.

### **Orléans**

"Beaucoup de monde, beaucoup de jeunes!", s'enthousiasme le posteur Cdgorleans.

### **Agen**

10.000 manifestants, selon les syndicats, indique le posteur Tian.

### **Tarbes**

Entre 20.000 personnes et 30.000 personnes, toujours selon Tian.

Un article de 20minutes.fr du 18 octobre :

**Retraites : «Après jeudi, un fort mouvement va se faire pour demander l'abrogation du texte». (19.10)**

**INTERVIEW – Joël Sohier, spécialiste du syndicalisme, estime que le vote au Sénat va marquer un tournant...**

Une semaine à hauts risques. Une journée d'action mardi, le vote de la réforme jeudi, une intersyndicale le même jour... Les jours à venir seront peut-être décisifs pour l'avenir de la réforme des retraites et de la mobilisation à son encontre. Joël Sohier, auteur du *Syndicalisme en France* (Editions Vuibert), décrypte ce tournant.

**Le mouvement actuel contre la réforme des retraites est-il atypique?**

Non. Il suit un processus qu'on a déjà constaté par le passé avec un phénomène d'une mobilisation salariale qui va en augmentant. On retrouve d'ailleurs des similitudes intéressantes avec une grève au mois d'août 1953 contre une réforme des retraites. Le pays avait été paralysé par l'arrêt de tous les services publics.

**Comment expliquer cette montée en puissance soudaine de la contestation?**

L'imminence du vote au Sénat. Du point de vue des salariés, c'est maintenant qu'il faut y aller, les assemblées dans les usines et les administrations font ressortir cela.

**Le font-ils dans l'espoir que le gouvernement amende sa réforme à la veille du vote?**

Avancer d'un pouce sur tel ou tel point de la réforme ne changerait en rien l'ampleur de la crise. On est dans une situation qui s'est simplifiée à l'extrême: désormais, soit le projet de loi est retiré, soit Nicolas Sarkozy tient jusqu'au bout et les salariés et les organisations syndicales abandonnent le mouvement. Mais je vois mal comment ces dernières pourraient dire jeudi "on arrête, c'est fini".

**Des dissensions syndicales ne risquent-elles pas d'apparaître après l'adoption du texte? L'Unsa a déjà fait savoir qu'elle n'appellerait plus à manifester...**

Au contraire, l'unité syndicale va peut être se recomposer. Jusqu'à présent, il y avait débat entre les organisations qui appelaient au retrait du texte et les autres. Après mercredi, un fort mouvement va se faire pour demander l'abrogation du texte. Comment? C'est toute la question. Les confédérations syndicales vont-elles appeler à une grève interprofessionnelle comme elles sont poussées à le faire? Jeudi, nous verrons comment elles répondent à cette aspiration de la base.

**Pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt?**

Force ouvrière l'a fait, dès le 15 juin. Les autres n'ont pas suivi, pensant que c'était encore négociable et parce que les organisations avaient des approches différentes. La CFDT était favorable à la réforme, moyennant quelques aménagements (notamment sur les bornes d'âge). La CGT a oscillé entre les deux... Du coup, les confédérations ont appelé à des journées de mobilisation éloignées les unes des autres. Beaucoup se sont imaginés que ça allait finir par se faire, moyennant quelques concessions.

**Justement, ne risque-t-il pas d'y avoir une certaine lassitude de la part de l'opinion, renforcée par les vacances de la Toussaint?**

Le gouvernement parie là dessus. Mais les salariés, eux, ne partent pas forcément en vacances. Et une majorité d'entre eux n'est visiblement disposée à dire "je vais travailler jusqu'à 67 ans", qu'il s'agisse d'un enseignant d'université ou d'un ouvrier d'une raffinerie de pétrole. L'une des spécificités du mouvement est que l'on voit pas mal de cols blancs dans les manifestations et cette réforme a tendance à unifier les intérêts des classes sociales.

Commentaire d'un internaute trouvé sur le site <http://www.publicsenat.fr> où figurait également une interview de Joël Sohier, un site qui ne doit pas être fréquenté par des ouvriers :

*"Il n'existe plus maintenant qu'une solution: tenir et amplifier le mouvement! Car les centrales syndicales sont maintenant obligées d'avoir des résultats tangibles sous peine de perdre tout crédit et de montrer que, finalement, elles n'ont que peu de pouvoir sur les politiques et sur la politique dans son sens le plus noble. Cela peut être aussi un grand bouleversement et faire en sorte que les travailleurs cherchent d'autres solutions dans une optique de représentativité réelle!"*

Une "représentativité réelle" : le soviet ou son équivalent ! La classe cherche une issue politique...

Un article de Monde.fr du 22 octobre :

### La raffinerie de Grandpuits évacuée, mais toujours en grève. (23.10)

Bloqué depuis plusieurs jours, l'accès à la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne) a été dégagé vendredi matin par des gendarmes. Des salariés ont été réquisitionnés afin de vider les stocks de carburant du site, dans le but d'alimenter les stations-service d'Ile-de-France pour le premier jour des départs en vacances de la Toussaint. Mais le redémarrage de la raffinerie n'est pas encore d'actualité, le mouvement de grève initié par la CGT n'ayant pas été levé.

Les forces de l'ordre, agissant à mains nues, ont évacué avec force les manifestants en début de matinée, pour dégager le portail de la raffinerie. Au cours de cette bousculade, trois personnes ont été légèrement blessées, selon la CGT. Devant les difficultés d'approvisionnement des stations-service, notamment en région parisienne, le préfet avait décidé dans la nuit de réquisitionner la raffinerie. Quatre fourgons de gendarmerie étaient arrivés vers 3 heures du matin et ont d'abord stationné devant l'entrée de l'une des raffineries du site où les gendarmes ont indiqué les noms des salariés réquisitionnés.

Alors que l'intersyndicale a lancé vendredi après-midi une procédure en référé pour faire annuler ces réquisitions, la préfecture a justifié l'action en estimant que le non-fonctionnement de la raffinerie "*entraînait des difficultés d'approvisionnement en carburant des points de distribution de la région Ile-de-France et en Seine-et-Marne*". "*La continuation de la grève est de nature à entraîner des troubles graves à l'ordre public (pénuries, émeutes...)*", explique l'arrêté préfectoral dont l'AFP s'est procuré une copie.

Le préfet s'appuie sur le Code général des collectivités territoriales, qui prévoit qu'en cas d'urgence, lorsque l'atteinte au bon ordre et à la sécurité publique l'exige, il peut procéder à des réquisitions. En cas de refus, le salarié réquisitionné s'expose à une peine de six mois d'emprisonnement et 10 000 euros d'amende.

Mais, malgré ce déblocage "*par la force*", les manifestants ont réitéré leur volonté de poursuivre le blocage. Près de la raffinerie, les syndicats ont mis en scène la "*mort de la démocratie*", en chantant une oraison funèbre en face d'un cercueil où était affichées des pancartes "*droit de grève*". Dans les médias, Charles Foulard (responsable CGT du groupe Total) a expliqué qu'en l'attente de la décision de justice par la tribunal administratif de Melun le mouvement de grève allait continuer, et que le blocage reprendrait en cas de décision favorable aux manifestants par le tribunal.

*"Ce qui vient de se passer à la raffinerie de Grandpuits avec cette entrave à l'exercice du droit de grève va sans nul doute créer un électrochoc et notamment dans l'industrie, avait-il déclaré sur Europe 1. Comment peut-on accepter dans un pays des droits de l'Homme d'entraver les salariés" en les empêchant "d'exercer le droit constitutionnel, le droit de grève ? Nous sommes une entreprise de droit privé, c'est une première. (...) Du temps de Pétain, nous connaissions les rafles ; sous l'ère de Nicolas Sarkozy, nous connaissons la rafle de nos acquis sociaux, la rafle du droit syndical puisque par cette réquisition, il entrave les salariés dans leur exercice du droit de grève", s'est emporté Charles Foulard.*

Le site de Grandpuits est l'une des douze raffineries de pétrole réparties sur le territoire français, en pointe dans le mouvement de contestation contre la réforme des retraites. Son redémarrage n'est pas à l'ordre du jour, puisque le mouvement de grève des salariés de la raffinerie se poursuit. Les syndicats ont d'ailleurs estimé que les déblocages par la force faciliteront certes l'acheminement des carburants vers les stations-service, mais ils ont également rappelé qu'un retour à la normale dépendra, à terme, de la fin du mouvement de grève aux terminaux pétroliers de Fos-Lavera et du Havre.

En déplacement jeudi en Eure-et-Loir, Nicolas Sarkozy avait justifié le déblocage des dépôts paralysés en déclarant qu'on ne pouvait laisser "*une minorité prendre en otage la vie quotidienne des Français*". Les forces de l'ordre ont débloqué plusieurs dépôts, jeudi, notamment à Rubis, à Rouen, selon le ministère de l'intérieur, qui ajoute que quatorze restaient paralysés sur les deux cent dix-neuf du pays, dont quatre-vingt-seize sont considérés comme "*prioritaires*".

Le blocage des raffineries et des dépôts de carburants a provoqué des perturbations dans l'approvisionnement des stations-services à l'approche des premiers départs en vacances de la Toussaint. Sur les quelque 12 300 stations que compte la France, 2 790 étaient confrontées, jeudi, à des pénuries,

selon le gouvernement. Vendredi matin Jean-Louis Borloo a indiqué que 20 à 21 % des stations étaient "à sec", constatant "*une lente amélioration*". "*Les trois-quarts des stations-service en France sont alimentées normalement ce matin*", a-t-il souligné. *On sécurise les autoroutes pour les fêtes familiales*". A ses yeux, "*le déblocage du dépôt de Grandpuits va très sensiblement améliorer la situation en Ile-de-France*".